



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



CONFÉRENCE DE PRESSE ▼

**Petit-déjeuner presse**  
**du mercredi 8 septembre 2010 à 8h45**

en présence de

**Nathalie Kosciusko-Morizet,**  
Secrétaire d'État à la Prospective  
et au Développement de l'Économie numérique

**Vincent Chriqui,**  
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Présentation du **programme de travail**  
du Centre d'analyse stratégique  
de septembre à décembre 2010 et notamment  
**le colloque du lundi 20 septembre 2010**  
**“La France et l'Europe face à la crise économique”**

DOSSIER DE PRESSE

**PLUS  
D'INFOS**

sur [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

■ **Contact Presse :**

Jean-Michel Roullé, Responsable de la Communication

[jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr](mailto:jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr)

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37 - Port. : 06 46 55 38 38

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

Le Centre d'analyse stratégique, placé auprès du Premier ministre et du Secrétariat d'État chargé de la prospective, a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique.

Cet automne, le changement de son identité graphique et de sa ligne éditoriale témoigne de la volonté du Centre de rendre plus accessibles ses travaux et de participer pleinement au débat public. À cette fin, le Centre d'analyse stratégique a pour ambition :

- ▶ de fournir des clés de lecture de l'**actualité**, à l'heure où la complexité et la rapidité d'évolution du monde font courir le risque à tous les pays, même les plus puissants, de subir la mondialisation plutôt que de participer en acteurs à son processus et d'en tirer les fruits ;
- ▶ de présenter des **propositions** ambitieuses mais réalistes et concrètes, "clé en main", dans tous les domaines d'expertise qu'il a en charge ;
- ▶ d'offrir une vision **prospective** sur le moyen et le long termes, afin d'aider les décideurs à s'affranchir de la pression de l'instant et à dessiner les contours de la France dans l'Europe et le monde de demain.

## I ■ ÉCLAIRER L'ACTUALITÉ

L'actualité de cette rentrée, c'est naturellement encore celle de la crise économique et financière et de ses contrecoups : Nathalie Kosciusko-Morizet ouvrira, le 20 septembre, le colloque international *“La France et l'Europe face à la crise économique”*, auquel participeront les meilleurs spécialistes français et étrangers.

Cet événement - en clôture duquel le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, Christine Lagarde, livrera sa vision de la sortie de crise - permettra, en dressant un bilan des deux années qui se sont écoulées depuis la faillite de Lehman Brothers, d'examiner les améliorations à apporter dans la réponse aux futurs chocs financiers : quelle politique budgétaire l'Europe et la France doivent-elles mener dans les mois qui viennent ? À quel contexte économique devons-nous nous attendre, à l'orée de l'examen du projet de loi de finances ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles le Centre souhaite apporter des éléments de réponse.

Au cours du trimestre, nous étudierons également l'impact très concret de la crise dans certains domaines, notamment sur la *“croissance potentielle”* (travail mené de concert avec la Direction générale du Trésor) ou sur *l'emploi et le chômage des jeunes* (note d'analyse, novembre 2010). Enfin, nous consacrerons un séminaire fin septembre à la question des *investissements d'avenir* et à leur mode de financement, en lien avec le Commissariat général à l'investissement.

Le Centre d'analyse stratégique considère par ailleurs qu'en matière économique comme sur tous les grands sujets auxquels nous sommes confrontés, la réflexion est toujours plus fructueuse lorsqu'elle est menée conjointement avec d'autres institutions, qu'il s'agisse d'organismes de réflexion gouvernementaux ou de *think-tanks*, notamment à l'étranger : c'est pourquoi nous organisons à Berlin, le 17 novembre, un séminaire de réflexion sur la *coordination des politiques économiques en Europe* (notamment française et allemande), en

collaboration avec les fondations *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)* et *Friedrich Ebert Stiftung*. Un séminaire sur la question de l'innovation et de l'entreprise sera organisé au début de l'année prochaine avec la *Konrad Adenauer Stiftung*.

L'actualité, ce sont aussi des questions sociales ou sociétales émergentes qui nous amènent à repenser nos modes de réponse collectifs face à des phénomènes nouveaux, comme par exemple l'irruption du *jeux vidéo* comme phénomène de masse (deux tiers des Français déclarent y avoir joué lors des six derniers mois, pour moitié des femmes ; l'âge moyen des joueurs s'élève à plus de 35 ans). Des jeux toujours plus perfectionnés, plus réalistes – et donc potentiellement plus *addictifs* : une note d'analyse sera produite sur ce sujet en préambule d'un séminaire présidé, en novembre, par Mme Kosciusko-Morizet.

Dans le domaine du développement durable, la *“Semaine de la mobilité”* sera l'occasion de remettre le 15 septembre un *rapport sur les “nouvelles mobilités”*, accompagné d'une note de synthèse : comment repenser la place de l'automobile dans nos sociétés et permettre un mode de cohabitation plus harmonieux entre les différents modes de transports, dans le respect de l'environnement ? Comment inventer de nouvelles formes de mobilité durable sans pour autant négliger la dimension de plaisir et de liberté associée à nos déplacements ? Toujours dans le cadre de la semaine de la mobilité, le 22 septembre, le CAS rendra également public un rapport sur *la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport de marchandises*.

Enfin, nous nous intéresserons bien entendu aux évolutions en cours dans le domaine du travail et de l'emploi : le Centre présentera notamment une note tirant un premier bilan du nouveau dispositif de la *“rupture conventionnelle”* (septembre 2010). Nous nous pencherons également sur les enjeux actuels de la prochaine convention d'assurance chômage (décembre).

## II ■ CONSTITUER UNE FORCE DE PROPOSITION

Dans la plupart des cas, les sujets cités ci-dessus seront appréhendés sous le mode du constat, mais aussi sur la base de propositions concrètes. La raison d'être du Centre d'analyse stratégique, en effet, est d'offrir aux responsables politiques une interprétation de la réalité, mais aussi des "outils" pour mieux y faire face. Ainsi, le colloque du 20 septembre aura-t-il été précédé de la publication de quatre notes d'analyse sur la crise économique décrivant les mécanismes financiers de diffusion de la crise de la dette et analysant la soutenabilité des finances publiques de divers pays européens et extra-européens, mais surtout formulant une série de propositions sur les politiques budgétaires envisageables en sortie de crise, ainsi que les voies et moyens d'une meilleure coordination budgétaire européenne.

Dans le domaine social, Mme Kosciusko-Morizet présidera dans le courant de l'automne un séminaire sur la dépendance qui approfondira certains des enjeux traités dans le rapport "*Vivre ensemble plus longtemps*" que le Directeur général du Centre a remis à la Ministre avant l'été : seront notamment examinées la question de l'adaptation du logement aux exigences de la dépendance, mais aussi celle des parcours professionnels (y a-t-il des possibilités de multiplier, par exemple, les "passerelles" entre les métiers du handicap et de la dépendance ? Le rôle des EHPAD doit-il évoluer, pour leur permettre de devenir le pivot de l'offre de soins pour les personnes âgées ?). Le séminaire donnera lieu à une discussion ouverte, sur la base d'une dizaine de propositions de réforme soumises à l'expertise de spécialistes du domaine et d'acteurs de terrain (directeurs de maisons de retraites, responsables associatifs).

En octobre, le Centre remettra en outre à la Ministre un rapport sur la **réduction du fossé numérique** qui, là encore, a pour ambition de présenter des propositions réalistes et opérationnelles en la matière.

Nous entamons par ailleurs en cette rentrée un travail ambitieux (en collaboration avec la Direction générale de la Cohésion sociale, DGCS) sur le **travail social**, qui donnera lieu à une première note d'analyse formulant des propositions sur le renouvellement des pratiques, la réforme du système de formation et le développement d'une recherche en travail social.

Dans le domaine du travail et de l'emploi, nous approfondirons le sillon déjà creusé depuis le début de 2010 en mettant l'accent sur les **conditions de travail** (série de rapports, séminaires et notes sur la gestion des ressources humaines et le bien-être au travail, l'impact des TIC sur les conditions de travail, les conditions de travail et l'organisation du travail par métiers). Nous formulerons également des propositions sur la **participation des salariés et les performances économiques et sociales des entreprises** : existe-t-il par exemple, notamment en matière de performance sociale, une complémentarité entre les dispositifs participatifs et les dispositifs de partage de profit ?

## III ■ ÉCLAIRER L'AVENIR

La troisième mission du Centre d'analyse stratégique, sans doute la plus difficile à exercer, reste naturellement celle de fournir au Gouvernement, dans ses domaines de compétence, une vision cohérente et plausible de l'avenir - et naturellement aussi les outils permettant d'affiner cette vision et de mettre en place les politiques publiques adaptées.

Notre objectif reste en effet bien, y compris en termes de prospective, de permettre la mise en place d'actions ou de réformes pour agir sur le monde qui vient. C'est d'ailleurs cette expression qu'a choisie Mme Kosciusko-Morizet pour le cycle de débats qu'elle organise depuis l'été avec l'appui du Centre d'analyse stratégique. Après un échange de vues entre les universitaires Jean-Pierre Le Goff et Louis Chauvel sur la question des générations,

le deuxième événement (12 octobre) du cycle *“Le monde qui vient”* permettra à l'assistance réunie dans les locaux de Science-Po de débattre avec Dominique Bourg et Kerry Whiteside de leur dernier ouvrage *“Vers une démocratie écologique, le citoyen, le savant et le politique”*. Les auteurs défendent une thèse quelque peu iconoclaste : le système représentatif, héritier des Lumières et mettant, par conséquent, l'individu, son bien-être et sa volonté au centre de la démocratie, ne serait plus adapté aux défis environnementaux qui, à cause précisément de l'action de l'homme, font encourir à l'humanité tout entière des risques globaux et irréversibles (changement climatique ; réduction drastique de la biodiversité ; pollutions à l'échelle des continents). Comment améliorer notre système de représentation pour faire face à ces risques globaux et inventer un système démocratique apte à rechercher non plus le bonheur individuel, mais le bien-être universel ? On voit l'enjeu proprement politique, au sens plein du terme, qu'il y a à tenter de répondre à cette question.

Le développement durable est l'un des secteurs d'expertise majeurs du Centre d'analyse stratégique : c'est pourquoi la rentrée 2010 nous donnera notamment l'occasion de donner un coup de projecteur sur la question de la **lutte contre le changement climatique**. Après Copenhague en 2009, l'actualité du changement climatique fin 2010, c'est le **Sommet de Cancun** : que faut-il en attendre ? Comment **mesurer et vérifier** les actions entreprises par chaque pays contre le changement climatique ? Comment la **politique des États-Unis** en cette matière est-elle en train d'évoluer ? Quel est l'avenir au plan mondial de la **“finance carbone”** ? Sur tous ces sujets, nous produirons des notes d'analyse destinées à éclairer cet enjeu environnemental majeur au niveau planétaire.

Nous mènerons également à son terme le travail sur la **déforestation à l'échelle mondiale** commencé depuis le début de l'année, avec une note d'analyse examinant les moyens de lutter contre la déforestation (quelle est, notamment, la pertinence de la proposition, en apparence paradoxale, tendant à financer cette lutte par la mise en place d'un marché de quotas d'émissions ?)

Nous ébaucherons également, en cette fin d'année, un travail prospectif de fond et partagé entre plusieurs départements (économie, travail et emploi, développement durable) pour tenter de mieux cerner les perspectives offertes, en termes d'emplois, par ce qu'on appelle la **“croissance verte”** : se pose notamment la question de savoir si l'on peut s'attendre ici à la création d'emplois nouveaux, à la **“verdisation”** d'emplois existants, ou à une combinaison de ces deux éléments ? (Un premier document de travail sera publié d'ici la fin décembre).

Nous remettrons également en octobre un **rapport sur la consommation durable** à Mmes Jouanno et Kosciusko-Morizet.

Conformément à la demande de la Secrétaire d'État, et alors que l'on ressent des évolutions très profondes dans ce domaine, un colloque **“Le travail et l'emploi dans vingt ans”**, qui s'inscrit dans la postérité du fameux Rapport Boissonnat (1995), sera l'occasion d'analyser les attentes sociales de nos concitoyens (liées à l'évolution des modes de vie, au désir de mieux concilier vie personnelle et professionnelle, notamment), l'impact des évolutions technologiques sur le travail, les nouvelles formes d'organisation du travail (télétravail, mais aussi externalisation et sous-traitance, prévention des risques professionnels, etc.) et les modes de rémunération. La question des relations de travail, individuelles (contrat de travail, protection de l'emploi) et collectives (dialogue social, évolution du syndicalisme...), et celle des parcours professionnels seront naturellement largement abordées, de même que celle des territoires fournira un cadre de compréhension précieux.

Dans le domaine de la prospective sociétale enfin, le Centre a été l'une des premières institutions, en France, à s'intéresser à la théorie américaine du **“Nudge”** et à l'utilisation des sciences comportementales dans l'action publique : nous publierons une note d'analyse **“Green nudge : inciter à la consommation durable”** (octobre) pour explorer des pistes concrètes offertes par cette théorie (qui n'est pas sans susciter, naturellement, de nombreuses interrogations, y compris d'ordre éthique).